

ROSA Newsletter

Points de vue sur l'actualité

Sommet du Millénaire +10 : Une opportunité pour renforcer et élargir nos actions

Les leaders mondiaux se réuniront du 20 au 22 septembre à New York pour examiner les progrès réalisés vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Selon Delphine Valette¹ de l'ONG Save the Children UK, on est loin du compte. Elle souligne dans cet entretien les faibles progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté et de la faim en particulier chez les enfants, et insiste sur l'importance d'accorder plus d'attention à la cible nutrition de l'OMD 1. La nécessité d'engager des actions coordonnées et durables sur une échelle globale est également mise en avant.

Quels sont les progrès accomplis et ceux qu'il reste à accomplir pour atteindre l'OMD 1 ?

Dix ans après l'engagement pris par les gouvernements d'éradiquer la faim dans le monde, le nombre de personnes affectées n'a jamais été aussi élevé. Il atteint plus d'un milliard d'individus. En ce qui concerne les enfants de moins de 5 ans, les leaders mondiaux s'étaient engagés à réduire de moitié les cas d'insuffisance pondérale. Mais très peu de progrès ont été réalisés. Dans les pays en développement, un enfant sur cinq est concerné par ce problème. Certes, les crises alimentaire et financière ont aggravé l'état nutritionnel de millions d'entre eux. Néanmoins, avant la flambée des prix, les progrès avaient été très lents puisqu'une baisse de seulement 5% de la prévalence d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale avait été enregistrée entre 1990 et 2008. Les leaders mondiaux n'ont pas rempli pleinement leurs engagements et la malnutrition constitue une épidémie silencieuse. Cette situation découle de nombreux facteurs, parmi lesquels un faible leadership politique et un manque de consensus sur les interventions à mener. En 2008, Robert Zoellick a qualifié l'OMD 1 de lutte contre la faim comme l'objectif du millénaire « oublié ». Ceci reflète bien la réalité alors que la situation est dramatique. Près de 200 millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance et un enfant meurt des causes liées à la malnutrition chaque 5 secondes. Qu'est-ce que les leaders mondiaux attendent pour réagir ? Les estimations sont extrêmement préoccupantes : ce sont 16 millions d'enfants supplémentaires qui pourraient être malnutris en 2020 et le taux d'enfants accusant un retard de croissance dans la moitié des 20 pays les plus touchés pourrait avoir augmenté de 40% en 2015.

Que faut-il changer ?

Le Sommet du Millénaire devra porter une attention particulière aux problèmes de malnutrition. Il n'y a plus

d'excuses et nous savons ce qui est nécessaire ; un ensemble d'interventions qui traitent les causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition. La lutte contre la malnutrition va au-delà de la disponibilité alimentaire. Elle relève des questions liées à l'accès à un régime équilibré et suffisamment nutritif et au renforcement de la capacité de résilience des populations face aux chocs. Elle implique également de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes enceintes et allaitantes et des enfants, en particulier en aliments riches en vitamines et nutriments. Enfin, il est essentiel de reconnaître le rôle des femmes et de faire face aux problèmes d'inégalité et de discrimination.

Une attention plus importante doit être portée à la malnutrition chronique. L'introduction d'un indicateur de retard de croissance pour mesurer les progrès vers l'OMD 1 pourrait être une avancée importante et permettrait de soutenir et renforcer les actions dans ce domaine.

Le Sommet du Millénaire + 10 représente-t-il l'occasion de se mettre d'accord sur un programme d'action international pour atteindre les OMD ?

Un programme d'action conjoint sur la santé des femmes et des enfants est en cours de développement et fait écho à l'accent mis par le Sommet sur les OMD liés à la santé. Il s'agit d'un développement important mais il ne doit pas conduire à une marginalisation des autres OMD, en particulier de l'OMD 1. Un mouvement visant à renforcer et élargir les actions en matière de nutrition « Scaling Up Nutrition (SUN) » existe désormais et a reçu le soutien d'un grand nombre d'acteurs parmi lesquels les agences des Nations Unies, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et des pays lourdement touchés. Il s'agit d'une opportunité unique d'accroître la coordination, les actions et les financements pour lutter contre la malnutrition. Les leaders mondiaux se doivent d'y porter

EuropeAid

Le ROSA est une initiative de :



COMMISSION
EUROPEENNE

ROSA Newsletter N° 23

FR

¹ Policy & Advocacy Adviser - Hunger Reduction.

une attention particulière et de soutenir la feuille de route du SUN qui sera lancée lors du Sommet. Ils doivent, plus que jamais, s'engager à faciliter sa mise en œuvre au plan national et s'en servir pour encourager les synergies et la coordination entre les différentes initiatives en faveur de la sécurité alimentaire et de la santé, y compris la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et le Programme d'action conjoint du Secrétaire général.

Quelles seront vos principales actions autour du Sommet du millénaire + 10 ?

Nous faisons partie du mouvement Scaling Up Nutrition et nous travaillons avec David Nabarro, le représentant

spécial sur la sécurité alimentaire et la nutrition nommé par le Secrétaire général des Nations Unies, avec le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies, ainsi qu'avec tous les autres acteurs impliqués dans le développement de recommandations pour que des actions plus soutenues, plus étendues et mieux coordonnées de lutte contre la malnutrition soient présentées et adoptées lors du Sommet. Nous allons également contribuer à attirer l'attention sur l'OMD 1 à travers une lettre rédigée en collaboration avec des ONG partenaires en Europe, en particulier au Royaume-Uni et en Irlande.

Agenda

Événements passés

- **8^{ème} Conférence sur les politiques contre la faim, Berlin (Allemagne) :** Du 9 au 11 juin 2010, cette conférence a été consacrée à la thématique de « l'amélioration de la gouvernance pour la sécurité alimentaire et la nutrition ». Elle a permis de discuter de la mise en place d'un forum de discussion sur le thème de la gouvernance, la sécurité alimentaire et la nutrition. Des recommandations ont été formulées en vue de la première séance du Comité de sécurité alimentaire (CSA) réformé. >>>
- **Réunion restreinte des dispositifs régionaux d'information sur la sécurité alimentaire, Accra (Ghana) :** Cette réunion s'est tenue du 21 au 23 juin 2010. Elle a été l'occasion de faire le bilan de la situation alimentaire en début de période de soudure et d'évaluer les mesures ou actions prises par les Etats et les partenaires pour atténuer les effets de la soudure à l'endroit des populations vulnérables plus spécifiquement au Niger et au Tchad. >>>
- **Atelier de lancement d'un projet d'amélioration des moyens d'existence et de la gestion des ressources naturelles au Sahel :** Cet atelier a eu lieu le 27 juillet à Ouagadougou (Burkina Faso). Il avait comme objectif de présenter le projet aux acteurs et parties prenantes. Il a également permis de discuter des synergies entre ce projet et d'autres initiatives existantes dans ce domaine. >>>

Événements à venir

- **2-6 août :** Intersession de négociations internationales sur le changement climatique – Bonn
- **20-22 septembre :** Réunion de haut niveau sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)
- **11-14 octobre :** 36^{ème} réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) – Rome
- **19-21 octobre :** 3^{ème} Conférence de l'université McGill sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (« faire face au défi de l'accès à l'eau et de nutrition ») – Montréal

- **29 novembre - 4 décembre :** Forum mondial de la sécurité sociale – Cap
- **29 novembre - 10 décembre :** Conférence des Parties sur le changement climatique (COP-16) – Cancun
- **Décembre :** 26^{ème} réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RCPA) – Accra

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

Séminaires/formations organisés par EuropeAid

- **Séminaire sur les approches sectorielles (15-18 juin 2010, Bruxelles) :** Ce séminaire a traité de plusieurs aspects méthodologiques : i) les concepts clés et la définition de l'approche sectorielle, ii) les spécificités et les défis liés aux secteurs de l'agriculture, du développement rural ou de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, iii) le caractère multi ou infra-sectoriel des thématiques, iv) la prise en compte du secteur privé et des acteurs non étatiques, v) l'importance de la coordination... Autant de questions abordées concrètement à partir de "cas" sur lesquels ont travaillé les 15 participants. >>>
- **Séminaire agriculture et développement rural : « questions clés » (12-14 juillet, Bruxelles) :** Ce séminaire a réuni une trentaine de participants des délégations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que des personnes travaillant au siège de la CE et des intervenants externes. Le séminaire a donné lieu à des débats animés sur des thèmes d'actualité et à un partage d'expériences et de connaissances. Les discussions ont également porté sur le choix d'autres thèmes pour le séminaire de 2011 (le foncier, la micro finance, la décentralisation et le développement territorial). Les participants ont suggéré un approfondissement en 2011 de thèmes déjà discutés, et notamment les organisations paysannes. >>>

Nouvelles ressources en ligne

➤ Nutrition

Investir dans la lutte contre la malnutrition infantile – Les bénéfices économiques à en tirer, Save the Children – Avril 2010

Cette note de politique rappelle les conséquences de la malnutrition infantile, qui constitue la première cause de mortalité infantile et empêche également les enfants qui survivent d'atteindre leur plein potentiel à l'âge adulte. Les coûts économiques de la malnutrition infantile et son impact à long terme, qui se transmettent de génération en génération, sont soulignés : coût très élevé de la mortalité infantile, faible réussite scolaire des enfants malnutris, impact sévère sur la vie adulte en termes de perte de productivité, de revenus et de problèmes de santé et impact sur la croissance économique. A contrario, investir dans la nutrition infantile engendre des bénéfices économiques significatifs, à la fois à court terme et à plus long terme, notamment en contribuant à une meilleure efficacité des investissements dans la santé et l'éducation. >>>

Agir pour la survie, la croissance et le développement, Livre blanc, ACF - Mai 2010

Ce livre blanc s'intéresse à la question de la malnutrition aiguë. Il recommande aux acteurs locaux, nationaux et globaux une approche pragmatique de la question, s'appuyant sur les solutions déjà existantes. L'enjeu est d'accroître les efforts dans l'identification et l'analyse des causes de la malnutrition aiguë, de déterminer les priorités dans chaque zone géographique affectée, et de développer des plans globaux de traitement et de prévention de la malnutrition. En particulier, le document propose de développer les interventions relatives au traitement dans les zones les plus sévèrement affectées en utilisant les méthodes disponibles et déjà testées. Des actions doivent également être entreprises pour éviter que la situation ne s'aggrave et pour lutter contre les causes structurelles de la malnutrition aiguë. >>>

Evaluation externe du programme Oportunidades, 2008. 10 ans d'interventions dans les zones rurales (1997-2007), Résumé exécutif – 2008

Le Programme de Développement Humain « Oportunidades », au Mexique, est une initiative de grande échelle qui vise à fournir des incitations aux personnes à faibles revenus pour investir dans le capital humain de leurs enfants. Ce rapport présente une évaluation qualitative, quantitative, une étude d'impact et une évaluation des *process* du Programme. Le document met l'accent sur les échecs et les résultats du Programme après 10 ans d'interventions, ainsi que les différences ethniques et de genre face à l'utilisation d'Oportunidades parmi les bénéficiaires. Le rapport est composé de 4 volumes, élaborés par une équipe pluridisciplinaire d'experts. Le Volume 1 et 2 traitent

plus particulièrement des questions liées à la nutrition. >>>

➤ Indicateurs de sécurité alimentaire

Prévenir les crises alimentaires au Sahel : des indicateurs basés sur les prix de marché, C. Araujo Bonjean, S. Brunelin, C. Simonet – Juin 2010

A partir du cas de trois pays (Burkina Faso, Mali et Niger), cette étude vise à définir des indicateurs d'alerte basés sur les prix de marché afin de compléter les indicateurs existants dans les dispositifs nationaux et régionaux de prévention des crises alimentaires au Sahel. L'avantage d'indicateurs basés sur les données de prix (systèmes d'information sur les marchés, SIM) est de s'appuyer sur l'exploitation d'une information disponible sur une longue période et d'un large échantillon de produits et de marchés, à fréquence élevée, facilement et rapidement mobilisable, relativement fiable et ne nécessitant pas d'importantes capacités de traitement. >>>

➤ Transferts sociaux

Transferts sociaux: Stimuler la croissance à l'échelle des ménages, CPRC – Janvier 2010

Ce document présente en deux pages comment les transferts sociaux peuvent contribuer à la lutte contre la pauvreté. Ils encouragent la consommation et génèrent de la croissance à l'échelle des ménages. L'expérience montre que les transferts sociaux canalisent l'investissement en capital humain et en moyens de productions. Ces transferts peuvent également améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources au niveau des ménages en réduisant la vulnérabilité. Cependant, la note souligne que la conception d'un programme de transferts sociaux est essentielle pour qu'il génère de la croissance : les transferts doivent être réguliers et fiables, canalisés de manière adaptée au contexte et complétés par des interventions en faveur de l'accumulation et de la protection des moyens de production. >>>

Le ciblage des transferts sociaux: Une revue pour DFID, R. Slater and J. Farrington, ODI – Septembre 2009

Ce rapport concentre son analyse sur le ciblage des programmes de transferts sociaux dans les pays très pauvres à faible capacité de mise en œuvre. Il présente les coûts, l'efficacité et l'efficience des transferts sociaux en tant qu'outil de réduction de la pauvreté. Il souligne la différence entre la population cible d'un programme de transferts sociaux tel qu'il est conçu et la population qu'il touche effectivement dans la mise en œuvre. Le contexte politique d'élaboration du programme est aussi d'importance majeure et se traduit par des perceptions différentes de la mise en œuvre des transferts sociaux. De même, dans l'élaboration et la mise en œuvre, des arbitrages sont nécessaires et se traduisent par des résultats différents, notamment en

termes d'inclusion et d'exclusion. Cependant, l'information dont disposent les décideurs est souvent incomplète et peu fiable ; par conséquent, ils ne peuvent prendre de décisions informées. Pour que le ciblage soit plus rentable, il faut améliorer la base d'informations et construire des outils pour estimer les coûts et les avantages de différentes mesures dans différents contextes. >>>

Transferts sociaux, Rapport DFID, M. Davies – Juillet 2009

Ce rapport est un résumé de l'évaluation des programmes de transferts sociaux du DFID (Secrétariat du développement international britannique). En termes de recommandations, le rapport demande une clarification des objectifs, parfois contradictoires, du DFID (incompatibilité entre la promotion de sa vision et l'appropriation par les acteurs nationaux). Des évaluations quantitatives d'impact des projets devraient également être réalisées plus systématiquement. Enfin, il faut parvenir, d'après le rapport, à dépasser le débat de la « dépendance » des populations vis-à-vis de ces dispositifs. >>>

➤ Autres thématiques

Accaparement des terres

L'accaparement des terres par des investisseurs étrangers dans les pays en développement : Risques et opportunités, J. von Braun et R. Meinzen-Dick, IFPRI – Avril 2009

Cette fiche s'intéresse au nombre croissant d'accaparements de terres de grande échelle dans les pays en développement, réalisés pour des investissements agricoles par des acteurs étrangers. Un investissement étranger accru peut être bénéfique dans ces zones rurales pauvres, s'il permet le développement d'infrastructures et l'amélioration des conditions de vie des populations. Mais ces investissements représentent un risque majeur s'ils se traduisent par l'expropriation des communautés locales et en un usage non durable des terres. Ainsi, le document rappelle que doivent être instaurées des conditions favorables à la création d'accords négociés et de pratiques durables donnant lieu à une répartition équitable des richesses. Puisque ces accords sont nécessairement transnationaux, un ensemble de mécanismes institutionnels nationaux et internationaux doit être utilisé. Le droit international doit être adapté et respecté, de nouvelles politiques publiques doivent être adoptées au niveau national. La société civile, les communautés locales et les médias doivent être fortement impliqués. >>>

Accaparement des terres ou opportunité de développement ? Les investissements agricoles et la vente internationale de terres en Afrique L. Cotula, S. Vermeulen, R. Leonard et J. Keely, IIED, FAO, IFAD – 2009

Ce rapport dresse un portrait des évolutions et des déterminants des accaparements de terres ; les dispositifs contractuels qui les soutiennent, et la façon dont ils sont négociés, ainsi que les implications de ce phénomène en termes d'accès à la terre par les communautés dans les pays d'accueil. Le document s'intéresse aux acquisitions de terre de grande échelle situées en Afrique Sub-saharienne. Il fait des recommandations à l'endroit des investisseurs, des pays d'accueil, des organisations paysannes et rurales, des organisations internationales. >>>

Objectifs du Millénaire pour le Développement

Rapport sur les OMD 2010, ONU – Juin 2010

Ce rapport en 2015 fait une revue des progrès réalisés pour atteindre les OMD, avant le Sommet de révision des OMD en septembre 2010. Les engagements non respectés, des ressources insuffisantes, le manque d'intérêt et de redevabilité des gouvernements se sont traduits par des améliorations très lentes des conditions de vie des populations. Toutefois, le rapport montre aussi que certains progrès ont été réalisés (augmentation de la scolarisation des enfants dans le primaire, lutte contre le sida, le paludisme et interventions pour la santé des enfants, accès à l'eau potable. Les OMD pourraient être atteints si les stratégies, les politiques et les programmes de développement appropriés au niveau national sont soutenus par des partenaires internationaux. Pour chaque OMD, une description et une analyse détaillées des indicateurs et des statistiques sont proposées. >>>

Réduire de moitié la faim dans le monde. Atteindre le 1er Objectif du Millénaire pour le Développement par une nouvelle approche, IFPRI - Juin 2010

Alors qu'il semble de plus en plus compromis que l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim et de la pauvreté d'ici 2015 soit atteint, ce rapport indique qu'il est encore faisable, à condition d'adopter une nouvelle approche. Cette approche entend prendre le contre pied de ce qui se fait actuellement et s'articule autour de 5 éléments : 1) investir dans deux piliers clés, l'agriculture et la protection sociale ; 2) intégrer les nouveaux acteurs ; 3) adopter une approche ascendante et pilotée par les pays ; 4) élaborer des politiques sur la base des expériences et des expérimentations ; 5) contrôler scrupuleusement les engagements financiers des décideurs politiques. >>>

*Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.
Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid (de l'unité E6 - Ressources naturelles en collaboration avec l'unité G4 - Formation et gestion des connaissances).
Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.*